

Structures économiques et intégration africaine : Les principaux freins et blocages du mécanisme d'intégration de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (Note)

Amadou Touré

Volume 13, numéro 3, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701386ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701386ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Touré, A. (1982). Structures économiques et intégration africaine : Les principaux freins et blocages du mécanisme d'intégration de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (Note). *Études internationales*, 13(3), 515–524. <https://doi.org/10.7202/701386ar>

NOTE

STRUCTURES ÉCONOMIQUES ET INTÉGRATION AFRICAINE : LES PRINCIPAUX FREINS ET BLOCAGES DU MÉCANISME D'INTÉGRATION DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (CEAO)

Amadou TOURÉ *

« Si vous pensez, Messieurs, que le thé et les épices sont la destinée naturelle des Indes Orientales, eh bien! sachez qu'un siècle auparavant, la nature, qui ne s'occupe ni de commerce, ni de profits, n'y avait mis ni thé, ni épices! » Karl Marx
« Misère de la philosophie » 1848

Dans un monde qui est celui des grandes dimensions, les optimums économiques ne peuvent être obtenus qu'en renforçant les interrelations qui unissent les économies et les rendent solidaires. Ceci est d'autant plus vrai en Afrique de l'Ouest où le processus d'intégration économique CEAO se trouve confronté à des obstacles qui sont essentiellement de nature économique. Une des formes de blocage est celle de « l'extraversion économique » due à une absence quasi-totale d'industrialisation au sein de la CEAO, les produits exportés n'incorporant que très peu de valeur ajoutée. Les autres principaux freins au mécanisme d'intégration CEAO sont l'étroitesse du marché intérieur, la disparité des niveaux de développement, la non complémentarité de leurs structures de production, la faiblesse de l'épargne nationale, le poids de l'endettement extérieur et l'insuffisance des infrastructures de communication. Ces obstacles seront analysés l'un après l'autre dans le texte qui suit.

La Communauté Économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) est une organisation d'intégration économique qui regroupe les six anciennes colonies françaises que sont la Côte d'Ivoire, la Haute-Volta, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal. Cette organisation a été mise en place en avril 1973 avec comme objectif de favoriser le développement de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et les échanges commerciaux intra-régionaux. On considère d'ailleurs de plus en plus que la promotion de l'intégration économique constitue une donnée essentielle de la lutte contre le sous-développement des pays du Tiers-Monde. Peut-il en être autrement et particulièrement pour le continent africain où est localisé le plus grand nombre de pays désignés comme étant les « moins développés » des pays en développement. Ce sont surtout des « micro-États » de faible dimension économique avec des marchés réduits et saisonniers où le pouvoir d'achat effectif est très bas et certains des pays ouest-africains n'ont aucune ouverture sur l'océan Atlantique.

* *Économiste, direction des relations économiques internationales au ministère de l'Industrie et Commerce, Québec.*

Revue Études internationales, volume XIII, no 3, septembre 1982.

C'est pourquoi, face à cette situation dramatique, nous tenterons d'analyser quelques problèmes concrets du morcellement de l'espace économique de l'Ouest africain, des conditions de sa « balkanisation » et de la dépendance structurelle de l'économie de cette région.

I - UN PROBLÈME STRUCTUREL : L'EXTRAVERSION ÉCONOMIQUE DANS UN CADRE PLURINATIONAL

Les économies ouest-africaines complètement dominées à l'époque coloniale ont été « spécialisées » dans la production de certaines matières premières soit minières (fer, cuivre, bauxite, uranium) soit agricoles (bois, café, cacao). Mais quelle que soit la nature de cette « spécialisation », on constate la présence de cellules économiques formant une chaîne qui aboutit à un port d'où sont acheminées les matières premières. Le minerai de fer est exploité, la métallurgie n'est pas apparue, la bauxite est extraite, mais l'aluminium ne s'est point développée.

L'inexistence de transformation industrielle de ces matières premières fait que les secteurs d'exportation ne génèrent pas une demande interne suffisante capable de stimuler les économies de la CEAO - les effets d'entraînement (sur les revenus, l'emploi, les investissements) ne se réalisent pas. Le dynamisme avec lequel ces économies pourront développer leurs activités pour parvenir à soutenir leur expansion interne n'existe pas vu l'absence totale de valeur ajoutée aux matières premières exportées.

En définitive, le type actuel de relations avec l'extérieur confine l'Afrique de l'Ouest à une « spécialisation » internationale qui porte en lui-même le blocage de son développement. Cette spécialisation n'est autre « qu'un mécanisme de pompage » d'où l'impossibilité de dégager une accumulation de capital nationale ou régionale.

En Afrique francophone, certains pays ont un produit national per capita assez élevé (le Gabon \$3,280 en 1978) mais cela ne diminue en rien le caractère extraverti de leurs structures économiques. C'est d'ailleurs ce que note Samir Amin¹ quand il écrit :

Le Gabon aujourd'hui qui a un produit par tête voisin de celui de la France de 1900, n'est pas la France de 1900, même en modèle réduit, car ses structures propres sont qualitativement celles de la périphérie (c'est-à-dire du Tiers-Monde), non d'un centre attardé dans son développement.

Dans de telles conditions de dépendance, comment ne pas s'interroger sur la finalité du processus d'intégration ouest-africain francophone comme le fait Oswaldo Sunkel² à propos de l'intégration latino-américaine :

L'intégration peut être en réalité, soit l'instrument de la réalisation nationale en Amérique latine, soit l'instrument d'une dépendance plus grande de cette région (« succursalisation »).

1. Samir, AMIN, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Paris, Ed. Anthropos, 1970.

2. Oswaldo, SUNKEL, *Transnational Capitalism and National Desintegration in Latin America* in H. FERGUSSON, *Contemporary Inter American Relations*, New Jersey, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1972, p. 478.

II - LA DÉTÉRIORATION DES TERMES DE L'ÉCHANGE

Pierre Jalee dans « Le pillage du Tiers-Monde » notait que :

La nature des exportations du Tiers-Monde a peu varié. Des bananes, du cacao, du pétrole ou de la bauxite sont des produits identiques à eux-mêmes à vingt ans de distance. Au contraire, pendant la période considérée, le monde développé a connu une nouvelle révolution technologique et industrielle, - les pays de ce monde exportant, (...) des produits manufacturés de plus en plus nombreux, perfectionnés et complexes, et, de plus en plus coûteux.

La part de l'Afrique dans les exportations mondiales de produits manufacturés est minime (0.2% en 1977) et le taux de croissance des exportations manufacturées africaines est le plus faible de toutes les régions en développement, note le rapport Berg de la Banque Mondiale³.

Après la baisse des prix des produits primaires en 1978 et la hausse du prix des produits pétroliers en 1979-1980 les pays de l'Afrique subsaharienne se sont trouvés pris dans une crise économique et financière des plus graves, poursuit la Banque Mondiale⁴ dans une autre étude.

Les conclusions de la Banque Mondiale illustrent bien l'impact négatif des chocs extérieurs sur l'Afrique en général, mais qu'en est-il de la détérioration des termes de l'échange au sein de la CEAO ?

L'économie sénégalaise reposant sur la monoculture arachidière fait que le Sénégal a très peu de leviers de correction en cas de chute des cours de cette production. Elle manque donc la flexibilité nécessaire pour s'ajuster aux fluctuations conjoncturelles du marché mondial. Pour la Mauritanie, l'évolution des échanges continue de s'aggraver. Selon le FMI, l'indice des prix de vente du cuivre (principal produit des recettes d'exportation de la Mauritanie) était en 1978 le même en valeur réelle, qu'en 1975, année qui avait pourtant enregistré les cours les plus bas de la dernière décennie. L'indice des prix à l'exportation du café et du cacao (principaux produits exportés par la Côte d'Ivoire) s'il a connu une hausse en 1977 a cependant subi au cours de la dernière décennie une diminution de 36% en moyenne. Au Mali, où le coton et les arachides représentent les principales cultures d'exportation les termes de l'échange nets ont enregistré la baisse spectaculaire de 50% en 1979.

III - L'ÉTROITESSE DU MARCHÉ INTÉRIEUR ET LA FAIBLESSE DE LA RENTABILITÉ INDUSTRIELLE

Un des indicateurs pour mesurer la dimension du marché est le revenu per capita utilisé par ailleurs pour mesurer le pouvoir d'achat. En comparant le revenu per capita au Québec en 1980 (\$9,370.00) avec celui de la Côte d'Ivoire, le plus élevé des pays de la CEAO (\$1,040.00 en 1979), on se rend compte de l'étroitesse du marché intérieur. Un autre exemple de la petite taille des économies africaines est fourni par la comparaison en 1979 entre le PNB du pays le plus puissant de l'Ouest africain, le Nigéria (45.75 millions), et le chiffre d'affaire de la compagnie multinationale suisse Nestlé (\$13,587,1 millions). Dans ces conditions, les implantations industrielles ont été établies avec de faibles taux de rentabilité derrière des barrières protectrices douanières des plus élevées.

3. Banque Mondiale, *Le développement en Afrique au Sud du Sahara, Programme indicatif d'action* (Rapport Berg), octobre 1981.

4. Banque Mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 1981*, août 1981.

IV - L'IDENTITÉ DES STRUCTURES DE PRODUCTION ET LA NON COMPLÉMENTARITÉ DES ÉCONOMIES DE LA CEAO

Les pays de la CEAO sont-ils des partenaires complémentaires ou des partenaires concurrents? Le problème revêt une importance capitale vu les conclusions qui ont été formulées à ce sujet :

- a) Selon Meade⁵, un accord de commerce régional est davantage susceptible d'accroître le bien-être économique si les économies sont très concurrentes mais potentiellement complémentaires.
- b) L'avantage de bien-être a d'autant de chances d'être plus grand que la proportion des échanges commerciaux entre associés par rapport à leur commerce total est plus élevée.
- c) Selon Lipsey⁶, l'avantage de bien-être a d'autant de chances d'être plus grand si la proportion du commerce de chaque pays membre par rapport à son marché national est faible.

Qu'en est-il de la CEAO? Les structures actuelles de production des économies de la CEAO concernent des produits primaires agricoles et miniers pour ce qui est de la Mauritanie. Économies agricoles, les économies de la CEAO dont l'industrie est embryonnaire sont :

- pour les pays enclavés (Haute-Volta, Niger, Mali), tous exportateurs de bétail et de coton. L'arachide est le principal produit agricole d'exportation du Mali et du Niger (et aussi et surtout du Sénégal, bien que n'étant pas enclavé).
- pour les pays côtiers, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, et dans une certaine mesure, le Sénégal, assurent plus ou moins la couverture de leurs besoins vitaux par l'exportation. Cependant, la proportion de commerce de chaque pays membre par rapport à son marché national est faible, mais cette faiblesse n'est pas compensée par le commerce sur le marché régional. La Côte d'Ivoire, qui produit du café, du cacao, des bananes et des bois tropicaux, n'exporte que très peu de ces productions vers les partenaires de la CEAO. La Mauritanie, dont l'extraction du minerai de fer fournissait environ 75% des recettes totales en 1974, est plus sensible à la conjoncture du marché européen⁷ de la métallurgie qu'à l'évolution de la conjoncture économique au Sénégal ou au Mali. En fait, la seule exception, la Haute-Volta, réalise près de 30% de ses importations auprès de ses voisins africains.

On constate donc, contrairement aux nations européennes, une absence de complémentarité pour les pays de la CEAO surtout de l'exportation de produits de base miniers et agricoles.

Il ne s'agit pas en conséquence de coordonner des échanges préexistants, mais bel et bien de créer des courants d'échanges.⁸ À mesure que l'industrialisation se fera, les pays de la CEAO deviendront concurrents les uns à l'égard des autres; mais ce que ces pays devraient rechercher, c'est une répartition des investissements qui les achemine vers une situation de plus grande complémentarité dans l'avenir.

5. J.E. MEADE *The Theory of Customs Unions*, North Holland Publishing Co, Amsterdam, 1955, p. 107.

6. R.G. LIPSEY *The Theory of Customs Unions: Equilibrium Analysis*, Londres, Nicolson et Weidenseld, 1970.

7. Jérôme PUJOS, *Croissance économique et impulsion extérieure: Étude sur l'économie mauritanienne*, Paris P.U.F., 1964.

8. Marc PENOUIL, Bilans et perspectives économiques des pays d'Afrique Noire francophone in *Problèmes économiques*, no. 1315 du 28-03-1973 p. 22.

V - LES DISPARITÉS DES NIVEAUX DE DÉVELOPPEMENT, LES INÉGALITÉS CÔTE/INTÉRIEUR ET L'ÉQUILIBRE RÉGIONAL

Dans le cadre de l'intégration économique, l'équilibre régional préoccupe les pays-membres, qui, du reste, sont hétérogènes, mais dont il s'agit de mettre en commun leurs économies. Ces différentes économies présentent une disparité du point de vue de leurs niveaux de développement Fritz Machlup⁹, citant John H. Williams, « Economic Stability in the Modern World » constate que: « ... over time, if there are divergent rates of growth of productivity the trade will be progressively less favorable to the countries less rapidly advancing in productivity ».

Par ailleurs, l'expérience a aussi montré que la création d'un marché commun stimule les investissements industriels, mais que les nouvelles entreprises tendent à s'installer dans les zones où l'industrialisation est relativement poussée.

L'expérience de la défunte Communauté de l'Afrique de l'Est¹⁰, après plusieurs décennies d'existence dans des conditions de libre-échange entre ses membres, a montré une nette prééminence du Kenya. On a en effet remarqué une nette tendance des industries à se concentrer au Kenya.

Dans le cadre de la CEAO, la plupart des activités de production se trouvent concentrées dans les pays en bordure de la zone maritime qui connaissent un développement plus avancé et attirent les activités nouvelles alors que la plupart des régions situées à l'intérieur gardent souvent un grand retard. En fait, la disparité des niveaux de développement est d'abord le résultat d'une conjoncture historique. Dakar, pour ce qui est des pays les plus développés de la Côte, a commencé à devenir un centre industriel important immédiatement après la Seconde Guerre mondiale¹¹. À l'époque, les usines qui y ont été implantées devaient fournir l'ensemble de l'Afrique Occidentale Française (A.O.F.) en produits manufacturés.

La Côte d'Ivoire, quant à elle, a bénéficié durant la présence coloniale française, des premières phases de l'édification de son infrastructure (Wharf de Grand Bassam, amorce de la voie ferrée (Abidjan-Niger) qui remonte au début du XX^e siècle.

Par contre, les pays de l'Intérieur ont connu pour la période 1970-1976, une faible croissance (0,3% en Haute-Volta, 1,1% au Mali), tandis qu'un autre pays enclavé, le Niger, s'appauvriissait (1,3%). En Côte d'Ivoire, le PIB per capita a plus que doublé au cours de la décennie 60-79 au taux de croissance de 2,4%. Actuellement pour ce qui est du Mali et de la Côte d'Ivoire, l'écart des deux produits nationaux bruts per capita est de l'ordre de 1 à 9, tandis que pour le PIB total, l'écart est de 1 à 10.

Comme on peut le constater sur le tableau ci-après, c'est au Sénégal et en Côte d'Ivoire, les pays les plus avancés de la région, que l'on rencontre les produits nationaux par tête les plus élevés.

9. FRITZ MACHLUP, *International Payments, Debts and Gold*, Second Edition, New-York University Press, N.Y. 1976.

10. T.M. SHAW « Discontinuities and Inequalities in African International Politics » in *International Journal*, no 30 (3), 1975, pp. 369-389.

11. FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI), *Études générales sur les économies africaines*, tome 3, FMI, Washington, 1970, p. 39.

**Produit National Brut au
prix du marché — 1979**

PAYS	Total PIB (en millions \$US)	PNB per capita (\$US)	Taux de croissance du PNB per capita en % (1960-79)	Population (en millions d'habitants)
Côte d'Ivoire	9 130	1 040	2,4	6,8
Haute-Volta	860	180	0,3	5,6
Mali	1 220	140	1,1	5,8
Mauritanie	470	320	1,9	1,6
Niger	1 710	270	1,3	5,2
Sénégal	2 480	430	-0,2	5,5

Source: Rapport sur le développement dans le monde en 1981, Banque Mondiale, Washington.

C'est aussi dans les régions côtières que se trouve concentré l'essentiel de l'activité industrielle. La prépondérance effective de la Côte d'Ivoire et du Sénégal dans la localisation des entreprises existantes confirme bien l'inégalité des niveaux de développement.

**Situation de l'activité industrielle
côte intérieur en 1974
(en nombre d'usines)**

Secteurs industriels	Pays côtiers			Pays non côtiers		
	C. d'Ivoire	Sénégal	Mauritanie	H. Volta	Mali	Niger
Agriculture et industrie alimentaire. Ind. textiles, sacheries et confection	32 15	35 17	6	10 5	13 5	14 4
Fabrique de chaussures	3	3	1		2	2
Indust. chimiques (savonneries, fabr. de peintures, de prod. pharmac.)	31	28	3	8	7	7

Source: Afrique-industrie et bulletin de l'Afrique Noire (divers numéros).

C'est pourquoi, suite à cette concentration industrielle dans les pays côtiers, on n'est pas surpris de constater les écarts de la valeur ajoutée par travailleur.

**Valeur ajoutée par travailleur en 1974
(en dollars)**

Pays côtiers		Pays non côtiers	
Côte d'Ivoire	700,1	Mali	134,6
Sénégal	580,1	Niger	273,5
Mauritanie	591,0	Haute-Volta	141,6

Source: Fonds Monétaire International (FMI) Worlds Tables, Comparative Economic Data, 1976, Table 12, Selected Economic Indicators.

VI - L'INSUFFISANCE DE L'ÉPARGNE

Un des facteurs les plus importants de l'analyse du recul économique des pays sous-développés est le niveau peu élevé de capital productif par habitant. À cet effet, Nurske et d'autres économistes (Meier, Baldwin) ont évoqué le « cercle vicieux » de la pauvreté. Selon eux, les pays sous-développés se caractérisent par la faiblesse de leur revenu par tête, avec pour conséquence une faiblesse de l'épargne et une insuffisance de l'investissement. Aussi peut-on constater que dans les pays industrialisés, le taux d'épargne national varie entre 20 et 25% du P.N.B. Par contre, dans les pays les moins développés, il n'est guère que de 10 à 12%¹² seulement du PNB

Pour ce qui est des pays de la CEAO, le taux moyen national d'épargne est le suivant :

Taux moyen national d'épargne
(en % du PNB)

	1960	1965	1970	1973
Côte d'Ivoire	21,2	16,0	18,7	19,8
Haute-Volta	4,6	6,1	-0,2	-2,2
Mali	6,7	12,0	11,8	4,4
Mauritanie	-7,1	3,5	14,7	-0,9
Niger	9,0	4,2	0,8	1,5
Sénégal	9,6	9,4	0,8	1,5

Source: FMI World tables (Comparative Economic Date) - Table 12 Selected Economic Indicators- II

Les pays de la CEAO ressentent actuellement la pénurie de cette composante essentielle du développement: l'épargne. Et pourtant, ils doivent relever leur taux d'accumulation de capital, mais le niveau des revenus est bas et les masses rurales commencent à peine à dépasser le stade de l'économie de subsistance. Que faire? Comment les pays de la CEAO peuvent-ils mobiliser la petite épargne?

Pour ce qui est de l'épargne des particuliers, le problème fondamental à surmonter est celui de la rationalisation des attitudes. Pour le citoyen africain, cette règle d'or prévaut: épargner, c'est ne pas consommer. En effet, sollicité par son environnement, il cède le plus souvent à la tentation de la consommation et fait tourner très vite l'argent versé en compte quand il ne sollicite pas des découverts. Pour les ménages des villes, il faut créer des incitations à l'épargne, ceci d'autant plus que ce sont les citoyens qui disposent souvent des plus gros revenus.

Par contre, le paysan, le pêcheur ou l'ouvrier ont pris l'habitude de thésauriser soit en cachant leurs économies dans des cruches enfouies dans le sol, soit quelquefois en faisant de superbes parures. Il est certain que cette épargne improductive transformée en investissement permettra au paysan de s'équiper en outillage agricole. Cela ne pourrait qu'aider à assurer la relève du capital étranger privé et l'aide publique extérieure (quoique insuffisants) qui assurent dans une large mesure le financement du développement.

12. OCDE, *Coopération pour le développement- Examen 1975*, p. 60.

VII - LE POIDS DE L'ENDETTEMENT EXTÉRIEUR

L'endettement des pays du Tiers-Monde constitue une des pierres d'achoppement des relations Nord-Sud car les pays du Tiers-Monde émettent vers les pays riches un flux d'intérêts, d'arrérages, de remboursement de capital emprunté dont le montant, dans bien des cas, dépasse le flux de capital qu'ils reçoivent¹³.

Le niveau de l'endettement extérieur des pays africains au sud du Sahara a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie. L'encours de la dette publique et de la dette privée garantie par l'État s'élevait, selon la Banque Mondiale en 1970 à \$5,136,4 millions. En 1979, l'endettement de ces pays s'est multiplié par six (6) et atteignait \$32,142,6 millions. C'est la dette privée garantie par l'État qui constitue la plus grosse part, soit près des 2/3 de ce montant.

En Afrique subsaharienne, parmi le groupe des pays les plus pauvres, on constate que les pays les plus endettés en 1979 étaient la Mauritanie (\$590 millions), le Mali (\$552 millions) et la Somalie (\$546 millions). Parmi le groupe des pays à faible revenu le Zaïre est un des pays les plus endettés (\$4,080 millions) suivi du Soudan (\$1,213 million).

Les pays ayant le niveau d'endettement extérieur les plus élevés parmi le groupe des pays à revenu intermédiaire importateurs de pétrole sont la Côte-d'Ivoire (\$3,943 millions), le Kenya (\$1,886 million), la Zambie (\$1,709 million) et le Cameroun (\$1,634 million). Enfin, au sein du dernier groupe, celui des pays à revenu intermédiaire exportateurs de pétrole, c'est le Nigéria qui est de loin le pays le plus endetté (\$3,970 millions). En fait, nombreux sont les pays africains qui n'ont pu maintenir leurs importations au niveau voulu pour répondre aux besoins de leur développement et les taux de croissance sont tombés bien au-dessous de l'objectif de 6% fixé pour la deuxième décennie pour le développement.

Jusqu'à présent, seuls quelques pays (Suède, Canada, Pays-Bas, RFA, Japon, Suisse, Danemark, Finlande et tout récemment la France) se sont engagés à annuler la dette publique des pays les plus défavorisés, « Si tous les pays créditeurs pour annuler les dettes contractées au titre de l'aide publique par les pays les plus pauvres, note Ola Ullsten¹⁴, ministre suédois du Développement international, cela constituerait un accroissement de 20% de l'aide en leur faveur, alors que pour les pays riches, une telle action ne représenterait que 0,02% de leur PNB. »

Pour les pays de la CEAO, la Côte d'Ivoire mise à part, le poids de la dette représente une charge très lourde, d'autant que le déficit commercial continue de s'aggraver. Si l'allègement de leurs dettes n'était pas envisagé, leur croissance pourrait se compromettre pour une très longue période.

13. Cette tendance ira en s'accroissant. Les crédits privés prenant le relais des crédits gouvernementaux, nombreux sont les pays en développement qui ont emprunté d'importants capitaux à des sources privées pour maintenir le niveau de leurs investissements évitant ainsi un fléchissement trop brutal de leur taux de croissance. Les emprunts auprès des marchés privés internationaux représentaient 20% du total de la dette en 1977 contre 10% en 1974.

14. Extrait du discours prononcé devant l'Assemblée générale de l'ONU, le 12 octobre 1977.

**Endettement extérieur des pays
de la CEAO**

	En cours de la dette publique (millions de dollars)			Service de la dette par rapport aux exportations (en %)		
	1970	1976	1979	1970	1976	1979
Côte d'Ivoire	256	1 183	3 942	6,7	9,1	15,2
Haute-Volta	21	84	271	3,9	4,8	3,8
Mali	236	376	552	1,8	3,2	8,5
Niger	36	112	234	3,8	7,3	3,6
Mauritanie	27	354	590	3,2	33,2	32,4
Sénégal	103	336	739	2,4	5,7	13,7

Source: Banque Mondiale Rapport sur le développement dans le monde 1981, août 1981.

VIII - L'INSUFFISANCE DES INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATION ET LES PROBLÈMES SPÉCIFIQUES DE TRANSPORT DES PAYS ENCLAVÉS

La nécessité d'un réseau intégré (complémentarité terre-mer-air) des moyens de communication est un facteur indispensable aux efforts de regroupements économiques des pays du Tiers-Monde. Ici, plus qu'ailleurs, la fonction « transport » reste liée à celle du « commerce » car une bonne infrastructure¹⁵ (aménagement fluvial, chemins de fer, routes) est en lui-même créateur de marchés, puisqu'elle ne peut que faciliter les échanges et améliorer l'efficacité de la zone de libre-échange.

Quant aux pays enclavés n'ayant aucune façade maritime (Mali, Niger, Haute-Volta), leurs problèmes spécifiques de transport pourront être résolus plus facilement dans le cadre d'une intégration spatiale plus poussée.

CONCLUSION

Actuellement, alors que les pays industrialisés tendent à se retrancher derrière des barrières protectionnistes de plus en plus élevées, il revient aux pays sous-développés d'élaborer les bases d'un développement économique endogène. Cependant, les problèmes qui se posent sont nombreux et dans leur ensemble, les mouvements d'intégration régionale du Tiers-Monde se heurtent à des obstacles d'origine externe, mais aussi interne.

Pour ce qui est des problèmes du premier ordre, François PERROUX notait fort justement que les « diplomates des dominants n'acceptent que des associations de dominés qui ne leur paraissent pas dangereuses ». Ceci est particulièrement vrai si l'on veut établir un nouveau mode d'organisation économique internationale. D'autre part, le processus d'intégration régionale constitue le plus souvent un environnement dans lequel évoluent les firmes multinationales des pays industrialisés. L'image traditionnelle qu'on retient de ces monopoles étrangers est celle du capitalisme exploitant les ressources des pays de domination économique. Ce risque, même au niveau de la région intégrée sous-développée, existe.

15. L'Afrique, dans son ensemble, connaît une insuffisance des moyens de transport: 9 automobiles pour 1 000 habitants; 3 km de voie ferrée pour 1 000 km² (60 pour 1 000 en Europe); sur plus de 60 000 poids lourds qui circulent à travers le monde; 1 800 seulement sont africains (voir *Jeune Afrique* no. 962 du 13 juin 1979.)

Concernant les obstacles d'origine interne, l'harmonisation de la politique régionale d'investissement constituera encore dans les années à venir, la pierre d'achoppement des mouvements d'intégration des pays sous-développés.

Au cours des deux (2) dernières décennies du développement, les États africains ont surtout affirmé leur existence propre. Aussi, a-t-on pu constater que les équipements publics : ports, réseaux ferroviaires, routiers, etc., ont été souvent conçus pour séparer et non pour unir. C'est ainsi qu'il existe actuellement une prolifération des frontières au travers desquelles l'interconnexion des voies nationales existantes ne s'est pas encore réalisée, ce qui aggrave davantage la pénurie des moyens de transport. La distribution géographique des unités de production a été surtout conçue pour défendre des marchés nationaux et non pour servir un ensemble régional. En fait, les souverainetés nouvellement acquises ont été un facteur de division entre les pays africains, ce qui lui a amenés à considérer en priorité les problèmes soulevés par la politique nationale.

Dans ces pays qui comptent principalement sur les droits de douane pour alimenter leur trésor public, le manque à gagner résultant de concessions tarifaires, risque de provoquer de graves problèmes financiers. Aussi, la condition sine qua non de la réussite d'une expérience d'intégration régionale telle que la CEAO réside en grande partie dans le succès des efforts de développement destinés aux États-membres les plus défavorisés. Dans un premier temps, la coopération dans le domaine des projets aura pour objet d'améliorer l'infrastructure en matière de transport et de communication, mais devra être davantage orientée vers des programmes communs de développement agricole. Il est indispensable que ces pays sahéliens atteignent non seulement une autosuffisance alimentaire, mais acquièrent aussi une grande maîtrise des possibilités hydro-agricoles existantes.

Enfin, pour les pays de la CEAO, la structure actuelle de la production et des transports est telle que leur économie est complémentaire, non pas de celle de leurs partenaires, mais de celle des pays développés européens qui absorbent la majeure partie de leurs échanges extérieurs. Dans un tel cadre, l'intégration économique se doit de promouvoir des actions de co-production complémentaires par le biais d'entreprises régionales, à défaut d'une véritable planification régionale.